

Laurent Richer

**LES DROITS
DE L'HOMME
ET DU CITOYEN**

531 D
135



ECONOMICA

70

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

- 1. Les juristes et la liberté 2
- 2. La liberté comme « fait démontrable » 7

PREMIERE PARTIE

L'ÉTAT DE DROIT ET LES LIBERTÉS

- 1. Les sociétés sans État 9
- 2. Les « poches » de non-droit 11

CHAPITRE 1 - La théorie de l'État de droit

- 1. Le passage du Droit naturel au Droit positif 13
 - A. Les droits naturels de l'homme 14
 - B. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen 15
- 2. Le concept d'État de droit 18
 - A. Définition de l'État de droit 18
 - B. Liberté publique et droit subjectif 20

CHAPITRE 2 - Le développement de l'État de droit en France

- 1. L'identification des libertés publiques 21
 - A. Les « libertés classiques » 21
 - B. Les principes politiques, économiques et sociaux
particulièrement nécessaires à notre temps 23
 - C. Les libertés de la troisième génération 25
- 2. La place des libertés publiques dans la hiérarchie des normes
juridiques 26
 - A. Les textes constitutionnels 27
 - B. La loi 38
 - C. La jurisprudence 41

CHAPITRE 3 - L'internationalisation du Droit des libertés

1. Les droits de l'homme et les institutions internationales	67
A. L'O.N.U.	67
B. Le système européen	74
2. Les droits de l'homme et le droit international	81
A. Unité ou diversité des droits de l'homme	82
B. Droits de l'homme et principes de base des droits de l'homme	90
3. La France et le Droit international des droits de l'homme	94
A. Une position réservée	94
B. L'application en France des normes du Droit international des droits de l'homme	96

CHAPITRE 4 - Le problème de la sanction

1. L'intervention du juge	114
A. L'autorité judiciaire gardienne des libertés essentielles et de la propriété privée	114
B. Les limites du contrôle juridictionnel	117
2. Les autorités administratives indépendantes	118
A. Le Médiateur	118
B. Les commissions administratives	119
3. L'action des citoyens et de leurs organisations	120
A. Les organismes à vocation générale	121
B. Les organismes à vocation spécialisée	122

DEUXIEME PARTIE
LES LIMITES DE L'ÉTAT DE DROIT

CHAPITRE 1 - L'exploitation

1. Les droits de l'homme, droits du bourgeois (la critique marxiste et ses limites)	126
2. Les droits de l'homme, droits des nations riches (droits de l'homme et sous-développement)	129
A. Éléments favorables et éléments défavorables aux droits de l'homme	130
B. Le droit et la pratique	131

CHAPITRE 2 - L'exclusion

1. Les étrangers	133
A. Un statut juridique principalement surhordonné aux néces- sités économiques	134
B. La précarité de la situation des étrangers	143
C. La limitation des droits des étrangers	165

2. Le racisme et le Droit	172
A. Le racisme juridique	174
B. Le droit contre le racisme	177
3. Le statut de la femme	185
A. Les femmes dans la production	187
B. L'affranchissement de l'« esclavage de la reproduction »	190
C. Les droits politiques	192

CHAPITRE 3 - La violence

1. La police et les libertés	197
A. Omniprésence de l'ordre public	197
B. Ordre public et « légitime défense de la société »	198
C. Ordre public et idéologie de la sécurité	200
2. Les libertés dans les périodes de crise	201
A. Les pouvoirs de crise	201
B. Les juridictions et les périodes de crise	204

TROISIEME PARTIE LA LIBERTÉ - INDÉPENDANCE

CHAPITRE 1 - La « conservation de la personne »

1. L'appropriation du corps humain	224
A. L'esclavage	225
B. La torture	226
2. L'absence de droit de propriété sur le corps humain	228
A. Le principe d'indisponibilité	228
B. La dissolution du principe dans les exceptions	229

CHAPITRE 2 - La liberté individuelle ou : le principe d'*habeas corpus*

1. L'officier de police judiciaire, gardien de la liberté individuelle ?	237
A. La police judiciaire	238
B. La police administrative	240
2. L'internement administratif	247
A. L'internement des aliénés	248
B. L'internement des étrangers	252
C. L'internement en période exceptionnelle	253
3. L'emprisonnement	254
A. Les variations dans le régime de détention	255
B. L'emprisonnement comme moyen de normalisation	256

CHAPITRE 3 - La liberté de conscience

1. La liberté de conscience et l'autorité publique	260
A. La protection négative de la liberté de conscience	260
B. La protection positive de la liberté de conscience	264
a) la protection positive par édicition de règles juridiques spéciales : le statut des objecteurs de conscience	265
b) la protection positive par les aides matérielles : cultes et écoles privées	267
C. L'ingérence	272
a) les fonctionnaires	272
b) la moralité publique	274
2. La liberté de conscience et les autorités sociales	286
A. La famille	286
B. L'employeur	288

CHAPITRE 4 - La vie privée

1. La protection contre l'intrusion dans la vie privée	297
A. L'inviolabilité du domicile	297
B. Le secret des conversations	298
C. Le secret des correspondances écrites	299
2. La protection contre la publication de faits privés	300
3. L'informatique et la vie privée	300
A. Les garanties	304
B. Le problème de l'effectivité	306

CHAPITRE 5 - La sphère privée et le domaine social

1. Le développement d'un domaine social aux dépens de la sphère privée	309
A. Les mutations du droit de propriété	309
B. La publicisation de la sphère professionnelle	311
2. Le bonheur par l'égalité ; les droits économiques et sociaux	313
A. Un carrefour idéologique	313
B. Une logique non individualiste	316
C. Un contrôle social renforcé	318

QUATRIEME PARTIE
LA LIBERTÉ - PARTICIPATION

CHAPITRE 1 - L'information du citoyen

1. Pluralisme et censure	325
A. Le contrôle étatique sur la presse	326
B. Liberté de la presse et liberté politique	329

2. L'intervention de l'État en matière d'information	330
A. La reconnaissance du caractère d'intérêt général de l'information	330
B. Intérêt général de l'information et service public	336
C. L'information comme moyen de gouvernement	338
3. Les consécutions juridiques du rôle politique de la presse	340
A. L'accès à l'information politique	340
B. La crise politique	344

CHAPITRE 2 - La presse écrite

1. Le droit et l'aspect économique de la presse	352
A. L'argent des tiers	353
B. L'argent des propriétaires	354
2. La loi du 29 juillet 1881	364
A. Les dérogations au droit commun	365
B. L'application du droit commun	367
C. Les dispositions maîtresses de la loi de 1881	369
3. La liberté de diffusion	371
A. Les mécanismes de diffusion	372
B. Les restrictions étatiques à la liberté de diffusion	373

CHAPITRE 3 - La radio et la télévision

1. Le monopole	377
A. L'existence du monopole	377
B. Les remises en cause du monopole	379
C. Les dérogations au monopole	382
2. Le service public	385
A. La logique concurrentielle	387
B. Le pluralisme, substitut de la liberté	389
C. La décentralisation	392

CHAPITRE 4 - Les libertés d'association et de réunion

1. Les libertés d'association et de réunion, libertés publiques	394
2. La place des associations et des réunions dans la vie politique	398

CONCLUSION	401
----------------------	-----

Index	403
-----------------	-----

Table des annexes	407
-----------------------------	-----